

écco

2
décembre

Edition
cernée

EDITION FRANCAISE

ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence environnementale de Stockholm en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP-MOP 1, Montréal, Novembre-décembre 2005.

Une Afrique unie pour un mandat ambitieux

On ne compte plus aujourd'hui les problèmes de pauvreté, de famine, de développement et d'environnement auxquels est confrontée l'Afrique. C'est pourquoi le Groupe Africain a aujourd'hui besoin que la Conférence de Montréal débouche sur des actions concrètes, qui permettent d'éviter que ces problèmes s'amplifient. Cela ne pourra se faire sans la construction d'un régime climatique multilatéral efficace et équitable. Nous sommes tous aujourd'hui les témoins silencieux des impacts néfastes du réchauffement sur les populations et les économies en développement. L'urgence est autrement plus importante qu'en 1997 !

Un régime qui permette de répondre aux besoins de l'Afrique (qui inclura de nouveaux engagements plus ambitieux de réductions d'émissions pour les pays de l'Annexe I) sera bien plus efficace s'il est mis en place dans le cadre du Protocole plutôt que dans des forums plus larges. Les Fonds qui contribuent au développement durable et à l'adaptation seront davantage fiables et stables s'ils sont en lien direct avec les mécanismes de flexibilité. Les engagements volontaires n'ont en effet pas permis de débloquer des fonds suffisants pour l'adaptation et son financement demeure aujourd'hui essentiellement dépendant des investissements dans le MDP, lui-même fortement lié à la stabilité du Protocole. Le MDP doit donc aujourd'hui se concentrer sur les objectifs de développement des pays non Annexe I, en particulier pour les pays pauvres, qui bénéficient peu de ces mécanismes. N'oublions pas non plus que Kyoto reste un instrument flexible et que la création d'amendements et d'annexes offre de nombreuses possibilités pour le financement de l'adaptation et pour des instruments innovants. Cela jouera à la fois sur le développement, l'adaptation et l'atténuation.

Un processus avec une date butoir, prenant en compte ces enjeux, doit être mis en œuvre à Montréal. Les Politiques et Mesures pour un développement durable (PAM) prévues par l'Article 10 sont impératives pour répondre aux besoins de l'Afrique. De telles mesures peuvent tout à fait être prises dans le cadre d'une nouvelle Annexe au Protocole, qui bien sûr, ne prendrait pas la forme d'engagements légalement contraignants de l'Annexe B. Le G77/Chine joue un rôle déterminant dans la construction du processus pour le post-2012. Les pays en développement doivent donc aussi arriver avec des propositions s'ils veulent s'assurer que les pays de l'Annexe I continuent à réduire leurs émissions de GES, tout en répondant aux besoins de développement de l'Afrique.

Une approche proactive est nécessaire pour éviter les catastrophes que subirait l'Afrique si rien n'est fait pour limiter au maximum le changement climatique. Une position défensive, se limitant à un statu quo dans les négociations, ne servira pas les intérêts du Groupe Africain. La seule voie possible pour répondre aux défis du changement climatique est donc l'adoption d'un ensemble de mesures dans le cadre d'un accord multilatéral. Le Groupe Africain, s'il veut que ses intérêts soient pris en compte, doit agir dans ce sens.

Décryptage des "Nouveaux engagements"

Mercredi, le G77 et la Chine ont présenté leur proposition quant à une décision de la COP/MOP sur l'article 3.9. Une phrase en particulier a fait dresser les cheveux de certains pays du G77 et d'autres Parties et observateurs. Elle fait référence à la seconde période d'engagements pour laquelle "de nouveaux engagements ne doivent pas être introduits dans le cadre du Protocole de Kyoto pour les Parties non incluses à l'ANNEXE I..." On pourrait penser que l'adoption de cette proposition par la COP/MOP va fermer la porte à toute contribution des pays en développement (PED) pour lutter contre le changement climatique pour la prochaine décennie. De ce fait, les chances de maintenir le réchauffement global en deçà de 2 degrés seraient considérablement réduites. Mais ça ne devrait pas être le cas. Qu'entendons nous par de "nouveaux engagements"? ECO interprète les nouveaux engagements comme ceux définis actuellement par le protocole de Kyoto pour les pays industrialisés c'est-à-dire des limitations d'émissions légalement contraignantes dont le respect sera soumis au système d'Observance.

La proposition du G77 ne ferme donc pas la porte à des actions de la part des PED contre le changement climatique. Il existe en effet beaucoup d'actions et de politiques dans les PED qui contribuent à lutter contre le changement climatique sans pour autant être qualifiées de "nouveaux engagements". La proposition de la PNG et d'autres pays pour lutter contre la déforestation tropicale en est un bon exemple.

(suite au verso)



"Est-ce que quelqu'un a entendu quelquechose ?"

LE P'TIT CARIBOU

Caribou, comme d'autres participants à la conférence de Montréal, croit fermement que pour faire de la COP-MOP1 un succès, les pays doivent être prêts à laisser les américains sur le quai, au départ de Montréal du "train Kyoto", quitte à les faire monter à bord plus tard. Cette pensée est peu rassurante. En effet, le Canada est-il prêt à tourner le dos à son principal partenaire commercial ? Avec du recul, l'atmosphère entre les deux voisins n'est pas au beau fixe depuis quelque temps, notamment à cause du conflit sur le bois d'œuvre et sur les exportations de bœufs. Caribou a été rassuré grâce à un article récemment publié par le journal canadien *Globe and Mail*. On y apprend que le Premier Ministre a d'autres points de mécontentement avec les USA, et que lors d'une conférence de presse, il a prononcé cette phrase en anglais, littéralement : "le Président et moi, on ne se voit pas dans les yeux sur le climat - on est en désaccord". Ce qui se traduit, selon les meilleurs experts canadiens de ECO, par un total désaccord entre Martin et Bush sur cette question !

Capture et stockage du carbone : hors du MDP !

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a présenté mardi les principales conclusions de son rapport sur la capture et le stockage du carbone (CSC). Hier, pendant la réunion du groupe de contact, la Chine et l'Iran ont osé proposer l'inclusion de la CSC dans le mécanisme pour un développement propre (MDP)... L'ombre des industries impliquées dans le CSC n'est pas étrangère à ces prises de position. Heureusement, ces propositions ont été plutôt froidement accueillies par les délégués, conscients des risques liés à l'introduction du CSC dans le MDP. Au nom du G77, la Gambie a rappelé que le CSC était encore au stade embryonnaire et qu'il était nécessaire d'évaluer les risques sur le stockage à long terme. Selon le Ghana, il faut donner à cette technologie une chance de mûrir. La CSC ne doit pas être incluse dans le MDP. Jusqu'à présent, la capacité de stockage à long terme du CO2 dans les réservoirs géologiques n'a pas été démontrée. D'une part, il n'est pas possible d'avoir une connaissance exhaustive des réservoirs et d'autre part, des questions subsistent quant aux moyens de contrôler et leurs coûts associés. Tout cela entraîne des incertitudes réhibitoires pour une intégration de la CSC

(suite de l'article "Décryptage des nouveaux engagements")

Ces mesures sont à même de réduire le réchauffement climatique tout en permettant de s'attaquer à d'autres problèmes comme la biodiversité et le développement durable. Parce qu'elles sont par elles-mêmes nécessaires, ces politiques reçoivent le soutien de ECO et de beaucoup de Parties de l'Annexe I et doivent donc faire partie intégrante du régime climatique post-2012.

Il existe beaucoup de synergies entre le développement durable et les politiques de réduction des émissions. C'est pourquoi, un nombre croissant de PED sont en train d'adopter de nouvelles politiques et des objectifs afin d'améliorer l'efficacité énergétique et de soutenir le développement des énergies renouvelables. Par exemple, la Chine a confirmé cette année son intention d'augmenter la part des énergies renouvelables (en excluant l'hydraulique) à 15% de sa production énergétique pour 2020. Les Philippines ont adopté l'objectif ambitieux de doubler leur capacité installée d'énergies renouvelables d'ici à 2013.

Pour les PED, cela renforcera leurs économies par une augmentation de leur sécurité énergétique et une diminution de leur dépendance aux énergies fossiles. Le simple fait que beaucoup de PED pauvres, avec des émissions par habitant faibles, ont une efficacité énergétique par unité de PIB meilleure ou équivalente à celle du plus gros pollueur de la planète (statistiques de l'AIE, 2005) prouve qu'il existe des politiques qui sont mises en place pour promouvoir le développement durable. Et même si ces politiques n'ont pas pour objectif premier de diminuer les émissions de carbone, elles y contribuent.

Les PED peuvent donc contribuer à lutter contre le changement climatique à travers l'adoption de ces politiques et mesures et celles-ci peuvent être soutenues et facilitées dans le cadre du régime post-2012, sans adopter de "nouveaux engagements".

dans le MDP, en particulier sur la permanence et donc sur les crédits associés à cette technologie.

Le MDP n'a pas les capacités nécessaires pour répondre à ces questions complexes. Alors que ce mécanisme fait déjà l'objet de nombreuses critiques, cela n'est pas lui rendre service que de lui demander de traiter cette question.

Enfin, l'intégration du CSC dans le MDP aboutirait à une déviation des financements de l'objectif initial : favoriser le développement durable tout en réduisant les émissions des gaz à effet de serre. Les projets de capture et stockage du carbone perpétuent et renforcent la dépendance vis-à-vis des sources de combustibles fossiles et de ces technologies. La déléguée des Etats-Unis ne disait pas autre chose au SBSTA, tout en se félicitant de pouvoir compter sur une prolongation de l'usage des produits pétroliers.

La capture ne fait rien pour améliorer le marché des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Et les projets de CSC sont loin de bénéficier aux communautés locales. On est bien loin du développement durable...

Le rapport CSC est disponible sur le stand du GIEC. Une version provisoire en français est disponible.

FOSSILE DU JOUR

Un triumvirat a obtenu le fossile du jour : Les Etats-Unis, l'Australie et la Russie remportent la 1^{re} place ex-æquo pour avoir égoïstement donné la priorité à leur propre adaptation sur celle des pays les moins avancés (PMA) et des petits états insulaires (AOSIS). Alors que ces pays sont les plus vulnérables aux changements climatiques, ce trio a empêché toute référence explicite à leurs besoins dans le programme quinquennal d'action sur l'adaptation. L'Australie a même eu l'audace de déclarer que l'adaptation était le seul tronçon de la Convention qui devrait bénéficier à toutes les Parties, démontrant un désintérêt complet pour le principe d'équité sur lequel se base la Convention.

2^e place ex-æquo pour l'Australie, le Canada et les Etats-Unis pour avoir hier tenté de bloquer les discussions sur la déforestation dans les pays en développement. L'Australie reçoit une mention spéciale pour avoir déclaré "qu'il était prématuré d'adresser des incitations pour réduire le déboisement sous la Convention". Même les USA ont eu la générosité de replacer cette question dans le cadre du Protocole (sic)!

Le 3^e fossile revient au **Japon** pour son intervention lors de la plénière de mercredi. Sa déclaration laissait entendre que le Japon n'avancerai pas sans les Etats Unis. Vous avez dit leadership ?

**Marche mondiale pour le Climat
3 décembre, 12h**

2 points de rassemblement: Square Dorchester et Métro Papineau. La marche empruntera la rue Ste-Catherine jusqu'au Complexe Guy-Favreau où une scène sera érigée.

NGO Party, 3 décembre - 21h

Club Soda, 1225, Blv St-Laurent.
Votre badge est votre entrée !

REMERCIEMENTS

Le Réseau Action Climat-France remercie le MEDD et ceux qui ont participé à ce numéro : Antoine Bonduelle, Benoit Faraco, Morgane Créach, Diane Vandaele, Anne Chetaille et l'équipe de ECO anglais.
ECO français est disponible sur www.rac-f.org